

Pouvoir et répercussions des mots dans la gestion et la construction des crises démographiques



*Danièle Bélanger,
Nicolas Cauchi-Duval ,
Maria Cristina Sousa Gomes
(éditeurs)*

Aubervilliers, 2024
ISBN 978-2-901107-06 - 4

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE
AIDELF · 9, cours des Humanités - CS 50004 - 93322 Aubervilliers Cedex (France) - <http://www.aidelf.org>

Pouvoir et répercussions des mots dans la gestion et la construction des crises démographiques

Édité par Bélanger Danièle, Cauchi-Duval Nicolas et Sousa Gomes Maria Cristina
2024

Bélanger Danièle, Cauchi-Duval Nicolas, Sousa Gomes Maria Cristina Pouvoir et répercussions des mots dans la gestion et la construction des crises démographiques	3
Jacques Véron Quand les dynamiques de population deviennent catastrophiques et quand les catastrophes deviennent démographiques. Faits, fiction et fantasmes	7
Cécile Lefèvre, Svetlana Russkikh Enjeux politiques et usages rhétoriques de la crise démographique en Russie, 2000-2021	27
Michel Garenne Crises et résiliences en Afrique sub-saharienne : Variations de la mortalité infanto-juvénile depuis 1950	47
Nancy Stiegler Les Jeunes en Afrique du Sud : Dividende ou Crise Démographique ?	71
Jean-Luc Richard Migrations et situations de crises : peut-on parler de crise migratoire dans le domaine des études de population ?	88
Maria Cristina Sousa Gomes, Dulce Pimentel « Vivre en crise » ou les autres descriptions de la crise démographique : leur perception et l'évolution du concept au Portugal	104
Michel Bozon Interpréter le triplement des plaintes pour violences sexuelles dans la décennie 2010 en France. De quoi #MeToo est-il le nom ?	128

Les Jeunes en Afrique du Sud : Dividende ou Crise Démographique ?

STIEGLER Nancy*

Introduction

Un prérequis au dividende démographique est la « transition démographique », qui consiste à passer d'une fécondité et mortalité élevées à une fécondité et mortalité faibles. Il est aussi entendu qu'un faible taux de dépendance (plus d'adultes actifs qui subviennent aux besoins des jeunes et des personnes âgées inactives) est un facteur majeur dans la réussite du dividende démographique (Esther, 2013). Par définition, le dividende démographique fait référence à une croissance économique rapide lorsqu'il y a des rapports de dépendance par âge favorables. Cette définition signifie que la proportion de personnes en âge de travailler (15-64 ans) est plus élevée que celle des personnes âgées de moins de 15 ans et de plus de 64 ans (StatisticsSA, 2017). Toutefois, le fait d'avoir une forte proportion de personnes en âge de travailler ne garantit pas nécessairement un dividende démographique réussi, qui passe non seulement par un marché du travail favorable, mais aussi par un niveau d'éducation adéquat, des infrastructures privées et publiques de bonne qualité et un système de soin efficient (Nkhumeleni et al., 2022).

Dans ce chapitre nous allons tenter de comprendre si, les conditions socio-économiques nécessaires (marché du travail favorable, croissance économique, bonne gouvernance, éducation et formation, soins de santé, planification familiale et égalité des sexes) sont réunies en Afrique du Sud pour récolter les fruits du dividende démographique ou bien si, au contraire, la structure, la distribution et la taille de sa population pourraient potentiellement constituer une crise démographique.

En effet, l'Afrique du Sud en a presque fini avec la réalisation de la transition démographique, mais cette condition seule est loin de garantir un dividende démographique abouti, car la plupart des personnes en âge de travailler n'ont toujours pas d'emploi, avec 38,2 % des jeunes au chômage au premier trimestre de 2018 (Statistics South Africa, 2018), et ne sont donc pas assez productives pour contribuer à la croissance économique du pays.

Notre étude utilise l'enquête trimestrielle sur la population active de 2019 et l'enquête intercensitaire sur les ménages de 2016, toutes deux réalisées par l'Office de Statistique d'Afrique du Sud (StatsSA).

L'accent est mis sur le groupe en âge de travailler (population active de 15 à 64 ans), et essentiellement sur la jeunesse du pays afin de mieux appréhender les problématiques de chômage, d'éducation et de santé, fondamentales pour atteindre le dividende démographique.

* University of the Western Cape, South-Africa

La théorie du dividende démographique

La théorie Malthusienne a renforcé l'idée que les nations avec une population croissante ne peuvent pas gérer les pressions sur des ressources limitées, mais cela a été contredit. Selon Simon Kuznets et sa théorie sur la croissance économique, par exemple, les nations dont la population augmente sont plus en mesure de croître et d'utiliser les connaissances, évitant ainsi l'accroissement de la pauvreté. Une augmentation de la population en âge de travailler augmenterait l'offre et la croissance potentielles de la main-d'œuvre, favorisant ainsi le dividende démographique (Gribble, 2012). En effet, cette augmentation de la population en âge de travailler peut entraîner un affaiblissement du rapport de dépendance, ce qui se traduit par une augmentation des investissements, des économies et de la production (Lee, 2010). Si la transition démographique est quasiment terminée en Afrique du Sud, elle ne l'est pas partout en Afrique (Cilliers, 2018).

La littérature démo-économique identifie deux types de dividendes démographiques : le premier dividende démographique évalue l'augmentation du revenu par habitant résultant d'une augmentation de la part de la population en âge de travailler lors d'un boom démographique. Au début de ce processus, se trouve la transition démographique. Au cours du processus de transition démographique, il y a une diminution de la mortalité infantile suivie d'une baisse des taux de fécondité proportionnellement à ceux des personnes plus jeunes ainsi que d'une augmentation de la proportion de personnes en âge de travailler. Par conséquent, principalement par la baisse de la fécondité, la transition démographique se traduit par une augmentation immédiate du revenu par habitant, en raison d'une diminution des taux de dépendance des plus jeunes, ce qui motive une croissance économique plus rapide.

D'autre part, le processus de vieillissement qui succède à la transition démographique peut également donner lieu à un second dividende démographique ; elle peut créer une croissance permanente du capital. Le deuxième dividende stipule qu'une augmentation du revenu par habitant en raison du premier dividende démographique permet une augmentation de la longévité, afin d'améliorer l'épargne qui peut être utilisée pour soutenir une croissance de la productivité (Mason, 1988).

Comparé au deuxième dividende démographique, le premier dividende démographique n'est pas si direct, d'autant plus qu'il dépend fortement de la façon dont les transferts intergénérationnels se mettent en place (Kanayo, 2022). La réalisation du dividende démographique n'est pas seulement liée à la transition démographique, elle prend également en compte d'autres facteurs, tels que la productivité du travail, les ressources humaines obtenues grâce à une meilleure éducation, des infrastructures adéquates et un système de santé approprié (Bhorat, 2018).

Un cadre commun souvent utilisé est celui des « modèles de génération imbriqués » que Samuelson a développé en 1958. Ces générations se chevauchent et permettent d'examiner les activités économiques pour lesquelles, différentes générations coexistent et entretiennent des relations les unes avec les autres.

Un prérequis au dividende démographique : la baisse du taux de fécondité

En dehors du contexte africain, si l'on prend l'exemple de la Corée du Sud, on remarque qu'une baisse de la fécondité a eu un impact positif sur la croissance du revenu par habitant. Pour arriver à cet impact

positif trois caractéristiques importantes ont été identifiées. Dans un premier temps, une fécondité plus faible a entraîné une croissance démographique plus faible et, par conséquent, une augmentation du ratio capital ou travail dans le modèle standard de Solow. Dans un second temps, cette baisse de la fécondité a provoqué une baisse du rapport de dépendance démographique, et enfin, cette diminution a eu un impact positif sur la contribution et l'apport des femmes sur le marché du travail. Dans ce laps de temps, le revenu par habitant sud-coréen a été multiplié par onze. Cette baisse de la fécondité semble donc avoir complété de manière significative la croissance économique sud-coréenne en libérant le dividende démographique. Des études supplémentaires ont révélé que les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont jusqu'à présent profité du dividende démographique qui a permis leurs décollages financiers respectifs.

Bloom et ses collègues (2003) ont utilisé la modélisation économétrique pour estimer cette influence du dividende démographique à environ un tiers de la croissance économique asiatique. En comparant les pays d'Asie et d'Afrique entre 1965 et 1990, ils démontrent que la baisse de la fécondité et la baisse du taux de dépendance favorisent positivement la croissance économique. Cependant, il convient de préciser que cet effet n'est pas automatique, en effet, le décollage économique des pays de l'Asie du Sud-Est ne s'est pas fait seul. En effet, le boom économique a généralement été complété par la capacité de l'économie à rassembler du capital physique et humain et permettre à la population potentiellement active de trouver un emploi productif. En ce qui concerne les nations africaines, nombreux auteurs perçoivent que les questions de capital humain sont absentes et n'engendrent que de faibles profits démographiques et économiques.

Bloom (2003) a utilisé un modèle de croissance pour étudier l'association entre les effets sur la santé et les changements démographiques sur la croissance économique de la Chine et de l'Inde. Les principaux facteurs qui sous-tendent le décollage économique de ces deux pays sont une santé de meilleure qualité, une plus grande ouverture commerciale, mais aussi une augmentation du ratio main-d'œuvre/population qualifiée.

Une étude menée en Afrique de l'Ouest et du Centre auprès d'un échantillon de dix-sept pays, en 2017, a montré que tous ces pays, sauf un, sont dans une phase possible du bonus démographique. Une telle fenêtre de perspectives démographiques est apparue dans les années 2000 en Afrique de l'Ouest et vers 2010 en Afrique centrale, puisque la population active a augmenté plus rapidement que la population de consommateurs depuis ces années-là. Malgré tout, les bénéfices d'une telle structure de la population ne se font toujours pas sentir. Des problèmes de fécondité élevée qui vont à l'encontre d'un faible taux de dépendance, un manque de planification familiale, l'accès des filles à l'éducation, des programmes de santé trop limités, l'accès des femmes au marché sont toujours autant de barrières à créer un climat d'investissement positif dans le continent (Ogujiuba et al, 2012).

La Commission Nationale de Planification (NPC) en Afrique du Sud reconnaît à la fois la perspective et le danger posés par la démographie du pays en soulignant que « La population a un nombre proportionnellement élevé de personnes en âge de travailler et un nombre proportionnellement faible de jeunes et de vieux. Cela signifie que le rapport de dépendance... est à un niveau où il y a suffisamment de personnes en âge de travailler pour soutenir la population inactive. La mise en garde dans le cas de l'Afrique du Sud est que le chômage et le VIH/sida ont produit beaucoup plus de personnes à charge que ce ne serait normalement le cas. Bien que, statistiquement, l'Afrique du Sud puisse tirer profit d'un dividende démographique, les défis du chômage et du VIH/sida sont un fardeau pour ceux qui travaillent. Si elle n'est pas gérée, la fenêtre parfaite pourrait devenir la tempête parfaite. » (NDP, Vision 2030). Il apparaît donc qu'une crise humaine et socioéconomique, et en particulier pour les

jeunes, est un scénario malheureusement tout-à-fait plausible dans la mesure où la situation économique du pays ne s'améliore pas rigoureusement, et sans tarder.

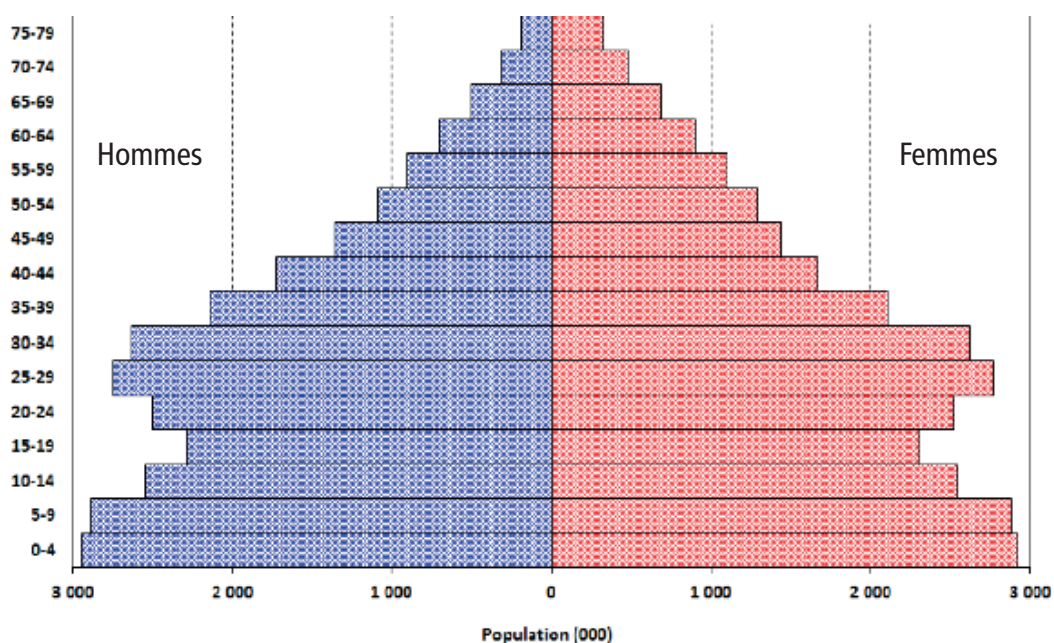
L'Afrique du Sud a quasiment achevé sa transition démographique avec une fécondité qui est passée de 6 enfants par femme en 1950, à 2,3 enfants par femme aujourd'hui ; et une espérance de vie qui est passée de 43,3 ans en 1950 à 64,5 ans en 2020 (et ce malgré l'épidémie de VIH). Ces chiffres masquent toutefois des disparités ethniques et régionales marquées issues des politiques d'apartheid et des changements moins rapides que prévu.

En effet l'Afrique du Sud est gangrenée par une pauvreté endémique dans certaines provinces, où les perspectives des jeunes sont quasi-inexistantes, poussant les forces vives de ces régions à migrer autour des centres économiques que forment Johannesburg, Cape Town et Durban (Kanayo, 2019). Devant l'afflux de jeunes souvent sous-éduqués et qui peinent à trouver un emploi, les bidonvilles grossissent avec leurs lots de pauvretés et d'insécurité. Un tel constat, et ce depuis des décennies, laisse difficilement l'opportunité d'être optimiste quant à récolter les fruits d'un dividende démographique réussi. En effet, une telle situation socioéconomique couplée avec une jeune structure par âge nous fait redouter l'avènement à court et moyen termes d'une crise économique et sociétale majeure.

La structure par âge en Afrique du Sud : un pays jeune

La population sud-africaine (même si le vieillissement est en marche) profite d'une population jeune avec un âge médian de 27,7 ans au niveau national, mais des âges médians beaucoup plus jeunes dans le Eastern-Cape par exemple avec 21 ans, ou 23 ans dans le Mpumalanga et le Limpopo.

Illustration 1 : Pyramide des âges Afrique du Sud 2020



Source : Estimations annuelles, StatsSA.

En 2020, les jeunes constituaient 37 % de la population, soit 19,1 millions de personnes. La loi de 1996 sur la Commission nationale de la jeunesse de l’Afrique du Sud définit les jeunes comme les personnes âgées de 14 à 35 ans. La population de l’Afrique du Sud reste donc assez jeune par rapport à beaucoup d’autres pays en développement.

La situation économique des jeunes en Afrique du Sud

La majorité de la population sud-africaine est donc en âge de travailler et présente une opportunité temporelle pour le développement économique et le capital humain, pendant les vingt à trente prochaines années (Carl, 2018). Malgré tout, même si l’Afrique du Sud est passée du régime d’apartheid à une démocratie interethnique, les politiques de l’ère de l’apartheid laissent un héritage toujours existant de disparités substantielles. Les statistiques disponibles indiquent que les jeunes Sud-Africains non-blancs supportent un lourd fardeau en termes de pauvreté, d’éducation, d’emploi et de santé. Pour les jeunes Sud-Africains du ^{xxi}^e siècle, et en particulier ceux issus des groupes de populations non-blanches, les politiques gouvernementales précédentes ont affaibli leur capacité à participer de manière vivante aux développements socio-économiques de la société.

Les politiques pour la jeunesse, régies par une politique d’action nationale, ont été élaborées sur la base d’une série de cadres législatifs à partir de 1994. Ces cadres statutaires et stratégiques sont les suivants : loi de 1996 sur la commission nationale de la jeunesse ; Livre blanc sur la protection sociale en 1997 ; Cadre politique national de développement de la jeunesse 2000-2007 ; et le projet de politique nationale de la jeunesse 2008-2013.

Malgré ces efforts publics, entre 2013 et 2019, le chômage des jeunes a atteint en moyenne 52 %, marquant un niveau record de 60 % au deuxième trimestre de 2017, après celui de 48,8 % au quatrième trimestre de 2014. Ces dernières années, le taux de chômage des jeunes est resté extrêmement haut à 54,7 % au quatrième trimestre de 2018 et 55,2 % au premier trimestre de 2019 (StatsSA, 2020). De tels résultats montrent qu’économiquement le pays subit déjà une crise du marché du travail importante qui pourrait s’aggraver encore plus si les jeunes en particulier ne peuvent trouver d’emploi. En 2022, l’Afrique du Sud détenait le bien triste record mondial du taux de chômage. Avec de tels niveaux de chômage, on peut en effet se demander comment le pays peut espérer récolter les bénéfices d’un dividende démographique potentiel quand plus de la moitié des jeunes sont sans emplois.

Les jeunes âgés de 15 à 24 ans sont les plus vulnérables sur le marché du travail sud-africain, le taux de chômage dans ce groupe d’âge atteignant 55,5 % au 1^{er} trimestre 2019 (StatsSA, 2020). Parmi les jeunes diplômés de ce même groupe d’âge, le taux de chômage était de 31,0 % au cours de cette période, contre 19,5 % au quatrième trimestre 2018, soit une augmentation de 11,4 points de pourcentage, malgré le bon niveau d’études de cette population spécifique. Cependant, comme nous pouvons le voir, le taux de chômage des diplômés reste inférieur à celui des non-diplômés et de la population générale, ce qui signifie que l’éducation reste la clé de l’amélioration des perspectives de ces jeunes sur le marché du travail sud-africain.

Les données historiques montrent que, par rapport au quatrième trimestre de chaque année, le chômage des jeunes augmente au cours de la première partie de chaque année ; principalement en raison des nouveaux participants au marché du travail. La majorité (85,7 %) des jeunes diplômés sans emploi (âgés de 15 à 24 ans) étaient des primo-candidats sur le marché du travail au cours de la première partie de 2019.

Les résultats sur le chômage des jeunes montrent que le fait d'être jeune et noir contribue davantage au taux de chômage que d'être blanc. Environ 50 % des jeunes blancs avaient un emploi et seulement 29 % des jeunes noirs/africains avaient un emploi. Les jeunes noirs représentaient également le pourcentage le plus élevé d'inactifs économiques – chômeurs et demandeurs d'emploi découragés – comparativement à tous les autres groupes de population tels que les coloured, les indiens/asiatiques et les blancs.

Les résultats susmentionnés n'affectent pas seulement les jeunes, les adultes noirs avaient également le pourcentage de chômage le plus élevé par rapport aux autres groupes de population. Ils contribuent également davantage à la population de demandeurs d'emploi découragés et économiquement désengagés. En ce qui concerne ceux qui ont un emploi, 55 % des adultes noirs étaient actifs occupés alors que 70 % des adultes blancs étaient actifs occupés. Ces résultats (des personnes non-blanches), les Sud-Africains noirs sont les plus vulnérables au chômage par rapport aux autres groupes de population. Le système éducatif du régime ségrégationniste explique en partie cet état de fait dans la mesure où, les africains/noirs, et plus particulièrement les adultes, ont été délibérément soumis à une éducation de seconde classe pendant près de cinquante ans à l'époque de l'apartheid et sont donc moins qualifiés pour le marché du travail actuel (Levinsohn, 2007).

L'économie actuelle de l'Afrique du Sud exige une main-d'œuvre hautement qualifiée et de l'expérience, de sorte que nous pouvons maintenant trouver des personnes ayant un niveau d'éducation élevé au chômage (Leibbrandt et al., 2010).

En ce qui concerne les différences entre hommes et femmes, les femmes sont moins actives occupées que les hommes et les résultats montrent que la plupart des femmes actuellement au chômage sont celles qui n'ont pas terminé leurs études secondaires, suivies de celles qui les ont terminées. Les taux de chômage a donc tendance à diminuer avec l'augmentation du niveau d'éducation. L'éducation et la formation des femmes sont un moyen essentiel pour engager les femmes dans le marché du travail et parvenir à l'égalité des sexes.

Les résultats du tableau ci-dessous montrent en effet, que, dans toute l'Afrique du Sud, les femmes sont plus au chômage que les hommes, la province de Gauteng ayant le plus grand nombre de femmes au chômage. L'Afrique du Sud compte plus de femmes au chômage même si elles sont plus instruites que les hommes.

Dans toutes les provinces, il y a moins de femmes actives occupées que d'hommes, il en va de même pour le secteur informel (emplois non déclarés). Les théories de la discrimination soutiennent que les conditions d'emploi des femmes sont, de manière négative, influencées par des stéréotypes spécifiques en ce qui concerne leur responsabilité à l'égard de leur famille. Par conséquent, l'embauche d'hommes est considérée comme une décision plus sûre que l'embauche de femmes, tandis que les hommes en général bénéficient d'un meilleur traitement sur le marché du travail (Stamarski et Son Hing, 2015).

Tableau 1. Statut socioéconomique par sexe et provinces

Provinces	Sexe	Statut économique			
		Chômeur	Inactif	Actif occupé	Actif Occupé non-déclaré
Eastern Cape	Femmes	7,3	17,4	32,6	6,1
	Hommes	7,1	15,5	38,4	9,8
Free-State	Femmes	10,3	19,9	27,0	5,0
	Hommes	8,9	14,5	41,1	11,4
Gauteng	Femmes	12,4	17,4	33,8	3,4
	Hommes	10,9	14,1	43,8	6,4
Kwazulu Natal	Femmes	8,5	18,0	35,5	4,9
	Hommes	7,6	14,2	41,4	7,7
Limpopo	Femmes	8,0	16,0	25,6	5,9
	Hommes	6,7	11,5	38,5	14,2
Mpumalanga	Femmes	9,8	18,5	27,7	5,1
	Hommes	8,2	13,5	42,1	12,2
North-West	Femmes	9,9	21,4	24,2	4,4
	Hommes	8,9	15,9	42,7	12,9
Northern Cape	Femmes	8,9	20,7	29,0	5,2
	Hommes	8,1	16,0	42,2	11,7
Western Cape	Femmes	9,9	17,5	37,2	4,8
	Hommes	9,1	15,1	42,7	7,2

Source : Enquête Annuelle Travail 2021 (Labour Force Survey), StatsSA

En ce qui concerne la zone géographique, les zones urbaines ont les pourcentages les plus élevés de chômeurs, suivies des zones traditionnelles, puis des exploitations agricoles. Les régions urbaines ont les pourcentages les plus élevés en raison de la taille élevée de la population en âge de travailler, car de nombreuses personnes déménagent dans les zones urbaines pour de meilleures possibilités d'emploi.

Les habitants des zones urbaines sont également confrontés à une recherche plus longue pour trouver du travail. Cela s'explique par le fait que la taille des populations péri-urbaines et urbaines sont bien plus importantes par rapport aux zones traditionnelles et aux zones agricoles. Les habitants des exploitations agricoles ont le pourcentage le plus faible de chômage, car la plupart d'entre eux vivent dans l'exploitation pour des raisons d'emploi (StatsSA, 2021 ; Estimations de la population en milieu d'année, 2021).

Un fort taux de chômage concentré en particulier dans les centres urbains sont malheureusement les ingrédients d'une crise socioéconomique et sociétale, qui couve depuis presque dix ans, avec les premières manifestations d'ampleur d'étudiants dès 2015.

En ce qui concerne les provinces de résidence et de chômage, le Western Cape, le Gauteng et le Mpumalanga ont les pourcentages les plus élevés de chômage par rapport aux autres provinces. Auparavant, les provinces qui affichaient les taux de chômage les plus élevés en Afrique du Sud étaient le Limpopo, le KwaZulu-Natal et le Western Cape. Cependant, de nos jours, de plus en plus de personnes migrent vers les zones urbaines telles que Gauteng et le Western Cape pour de meilleures opportunités d'emploi. Par conséquent, il n'est pas surprenant que les habitants de ces zones souffrent du chômage car la concurrence pour le nombre limité d'emplois augmente sans cesse.

L'éducation des jeunes en Afrique du Sud

En ce qui concerne l'éducation, les jeunes Sud-Africains du ^{xxi}^e siècle sont plus instruits qu'au cours des décennies précédentes en raison de l'augmentation des possibilités d'éducation des jeunes depuis la fin de l'apartheid (SALDRU, 2017). Les générations plus âgées ont des niveaux moyens d'éducation inférieurs à ceux des plus jeunes, en raison des politiques gouvernementales de l'apartheid en matière d'éducation. Selon le recensement national de 2011, 40,5 % des personnes âgées de 20 à 24 ans ont terminé leur 12^e année alors que seulement 10 % des plus de 80 ans avaient accédé à ce niveau d'étude.

Cependant, l'accès aux laboratoires, aux bibliothèques et aux connexions Internet reste très problématique dans la plupart des régions d'Afrique du Sud. Ainsi, la qualité de l'éducation en Afrique du Sud reste médiocre, en particulier dans les zones historiquement défavorisées (Murtin, 2013).

Par conséquent, les élèves connaissent des difficultés d'apprentissage, des taux de redoublement et d'échec élevés (StatsSA, 2017, 2018). Un comité a été nommé en 2007 pour étudier l'ampleur de la rétention et de l'abandon des élèves dans le système scolaire à la suite de rapports faisant état de taux élevés d'abandon (Murtin, 2013), et l'analyse, fondée sur les données du système d'information sur la gestion de l'éducation, a montré qu'il y avait une augmentation significative des taux de décrochage à partir de la 9^e année, atteignant 24 % en 11^e année pour les groupes de naissance de 1980 à 1984 (Wegner, 2017).

En outre, le rapport précisait que les complications majeures de l'abandon scolaire ne se produisaient pas avant l'âge de 16 ans pour la majorité des élèves ; cependant, les problèmes de redoublement et la lenteur des progrès dans le cadre de l'organisation scolaire étaient des événements majeurs (Wegner, 2017).

Le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire a augmenté pour les groupes défavorisés. Malgré cela, peu de progrès ont été réalisés dans la réduction du nombre de jeunes peu ou pas instruits. Les différences en termes d'ethnicité et de sexe influent sur les personnes qui poursuivent leurs études à des niveaux d'éducation plus élevés. En 2014, seulement 12 % des jeunes noirs Sud-Africains et 7 % des jeunes coloured âgés de 18 à 24 ans étaient à l'université, contre plus de 60 % des jeunes Sud-Africains blancs. La mauvaise qualité de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que la pauvreté sont les raisons fondamentales des faibles taux de Sud-Africains noirs et de couleur fréquentant l'enseignement supérieur (Wegner, 2017).

Tableau 2. Niveau d'éducation par sexe et provinces

Province	Sexe	Éducation : proportion par niveau d'étude atteint		
		Niveau Collège	Niveau Bac	Troisième cycle
Eastern Cape	Filles	36,8	15,7	2,8
	Garçons	30,2	13,6	1,7
Free-State	Filles	38,9	23,3	3,7
	Garçons	33,8	21,6	2,7
Gauteng	Filles	46,5	29,3	5,0
	Garçons	41,3	26,5	4,0
Kwazulu Natal	Filles	41,9	27,7	2,7
	Garçons	37,7	22,9	1,9
Limpopo	Filles	40,9	17,6	3,2
	Garçons	37,5	15,4	2,5
Mpumalanga	Filles	40,3	24,6	2,3
	Garçons	34,7	21,3	1,8
North-West	Filles	37,5	21,3	2,9
	Garçons	32,5	20,3	2,0
Northern Cape	Filles	35,5	19,3	2,1
	Garçons	31,8	19,2	1,5
Western Cape	Filles	42,6	25,0	4,0
	Garçons	37,8	23,4	3,0

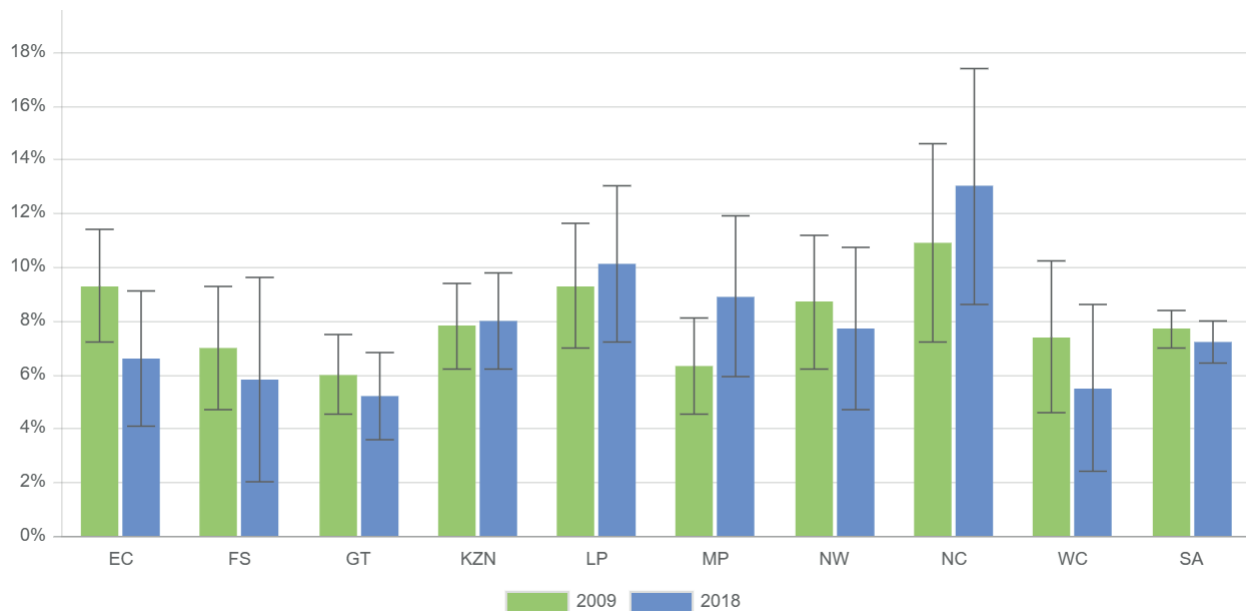
Source : Enquête Annuelle Travail 2021 (Labour Force Survey), StatsSA

Un tel constat, et malgré l'évolution positive des l'accès à l'éducation, nous montre que la jeunesse n'est pas encore assez bien formée aux métiers nécessitant des études supérieures. Cette situation est aussi un frein majeur au dividende démographique.

La santé des jeunes en Afrique du Sud

Bien que les jeunes forment généralement la part de la société qui est en meilleure santé, ils sont confrontés à une multiplicité de risques de santé en Afrique du Sud (StatsSA, 2018). La consommation d'alcool est à la hausse chez les jeunes, et il existe des liens étroits entre la consommation d'alcool et les comportements sexuels à risques chez les adolescents (Kaysen, 2019) et la violence domestique (Fapohunda *et al.*, 2021). Par exemple, le taux des grossesses d'adolescentes reste un problème récurrent (Ojoniyi *et al.*, 2022) avec des taux allant jusqu'à plus de 10 % des adolescentes ayant au moins un enfant dans Le Northern-Cape, Le Limpopo ou le Eastern-Cape, provinces les plus pauvres du pays. Cela représente 47 naissances pour 100 filles âgées de 15 à 19 ans.

Illustration 2. Taux moyen de grossesse d'adolescentes par provinces, 2010-2019



Source : StatsSA, Enquête Générale Ménage 2009-2018 (General Household Survey)

En outre, le suicide est considéré comme un problème majeur de santé publique pour les jeunes en Afrique du Sud, cependant, il n'existe pas de données fiables et complètes sur les tentatives de suicide et les décès dans le pays. Malgré tout, il est admis que les jeunes hommes et les femmes d'origine noire en Afrique du Sud ont un taux de suicide plus élevé que les groupes plus âgés (StatsSA, 2018) et le suicide représente 9 % des décès chez les jeunes. Les comportements suicidaires non mortels ont tendance à augmenter au cours de la deuxième décennie de vie pour tous les Sud-Africains. De plus, on estime qu'environ un tiers de tous les comportements suicidaires non mortels englobent les enfants et les adolescents (SALDRU, 2017).

En parallèle, le VIH/sida est un danger considérable pour le bien-être de la jeunesse sud-africaine. On estime que l'Afrique du Sud a la plus grande proportion de personnes infectées par le VIH dans le monde (Matatiele et al., 2020). Les statistiques montrent que la province du KwaZulu-Natal est l'épicentre de l'épidémie en Afrique du Sud, avec environ 1,2 million de personnes infectées. Chez les jeunes, le fardeau du VIH pèse fortement sur les femmes. En 2013, les jeunes femmes âgées de 15 à 19 ans avaient un taux de prévalence du VIH de 5 %. Pour les hommes de ce même groupe d'âge, le taux de prévalence était de 1,4 %. En 2017, dans la tranche d'âge des 20-24 ans, les femmes avaient un taux de prévalence du VIH de 18 % tandis que les hommes de ce groupe d'âge avaient un taux de prévalence de 6 % (StatsSA, 2018).

La politique de développement en Afrique du Sud montre la nécessité de l'implication des jeunes dans l'édification de la nation et l'importance vitale de leur participation aux programmes de développement. En outre, leur implication dans la lutte contre la prévalence du VIH/sida est une base essentielle pour une gestion réussie du VIH/sida dans la politique sud-africaine et au-delà (ONUSIDA, 2019). Mais la lutte des jeunes contre le VIH/sida est étroitement liée au développement social des jeunes. En réponse, le gouvernement Sud-Africain a créé plusieurs interventions de déve-

loppement pour freiner la propagation de l'épidémie et accroître la participation des jeunes à de tels programmes. Malgré cela, une diminution significative de la prévalence du VIH chez les jeunes n'a pas eu lieu (ONUSIDA, 2019).

Les jeunes, comme le reste de la population se heurtent en outre, à un des systèmes de santé les plus inégalitaires au monde (Jumare, 2013). En effet, 71 % de la population traitée dans les structures publiques surutilisées et sous-dotées, tandis que seulement 29 % de la population est traitée dans des structures privées affiliées à des organismes d'assurance payants.

La pauvreté et les jeunes en Afrique du Sud

En termes de richesse, l'Afrique du Sud, pays avancé sur bien des points, fait toujours face à une pauvreté saillante pour une partie non-négligeable de sa population. À titre d'exemple, on peut noter que 94 % des habitants des provinces les plus riches ont accès à l'eau courante contre 27 % dans les provinces les moins riches et où sont concentrés les jeunes.

Soixante pour cent des aides sociales sont dédiées au groupe des 18-35 ans, qui gagne en moyenne, quand actif occupé, un salaire moyen de 190 euros par mois.

Enfin, l'Afrique du Sud reste le pays le plus inégalitaire avec un indice de Gini de 0,63, le plus haut au monde. Il n'est pas étonnant que le nombre de cambriolages et vols atteignent près d'un million par an, pour 5 % des ménages touchés chaque année.

En général, en Afrique du Sud, les noirs/africains restent toujours plus pauvres, suivis des coloueds, des indiens et des blancs, l'un des héritages les plus durables de l'apartheid est en effet la pauvreté écrasante dont souffre la population noire majoritaire du pays. Les Sud-Africains noirs continuent d'être les plus touchés par la pauvreté croissante, près de la moitié d'entre eux vivant sous le seuil de pauvreté (StatsSA, 2018), alors que moins d'un pour cent des Sud-Africains blancs vivent en dessous de ce seuil.

Couplé au fort taux de chômage, à des systèmes d'éducation et de soins à plusieurs vitesses, le niveau de pauvreté nous fait craindre de profonds défis économiques qui ont toutes les chances de se transformer en véritable crise socioéconomique au détriment du dividende démographique que pourrait permettre la structure de la population.

Conclusions

Comme nous l'avons expliqué précédemment, une population jeune peut être une vraie chance pour un pays, car la structure par âge a de grandes implications économiques qui peuvent être positives si couplée avec un fort taux d'activité (Ogujiuba et al., 2012), mais compte tenu des résultats et des discussions de cette étude, il reste encore beaucoup à faire pour rendre le marché du travail du pays équitable pour tous. Jusqu'à présent, il existe encore des discriminations et des ségrégations sur le marché du travail, telles que la discrimination fondée sur le sexe et la discrimination fondée sur l'âge et le groupe de population.

En outre, un grand nombre de personnes de tous groupes de population sont au chômage parce qu'elles manquent de compétences ou ne sont pas instruites. Par conséquent, il est important que le gouvernement mette en œuvre des mesures strictes contre ces discriminations afin que chacun puisse avoir une chance équitable de participer au marché du travail. En outre, il est essentiel que le gouvernement construise des centres qui fourniront des compétences et une formation, et en particulier aux femmes et aux jeunes. Cela aidera à améliorer l'économie du pays, et peut-être d'atteindre le dividende démographique tant attendu.

Le chômage est toujours un problème, avec un taux de chômage, tous âges confondus de 35 % en 2022, pour être l'un des plus haut au monde. Le taux de chômage dans le Eastern Cape atteint 45 % et 40 % dans le Mpumalanga.

Encore plus alarmant, le taux de chômage des jeunes atteint 66,5 % en 2022, ce qui remet en cause toutes les chances de récolter les fruits du dividende démographique. En effet, la croissance économique accélérée (dividende démographique) ne peut être réalisée avec succès que si le taux de chômage baisse drastiquement.

L'Afrique du Sud a réussi sa transition démographique, mais les conditions socio-économiques doivent être prises urgemment en considération pour la réalisation réussie du dividende démographique dans le pays. Les compétences éducatives sont très importantes lors de la recherche d'un emploi, car les travailleurs qualifiés produisent un taux de productivité élevé. En effet, lorsque les gens productifs sont actifs occupés, ils peuvent produire des biens et des services, gagner des salaires et acheter plus de biens et de services. La maîtrise de la fécondité est importante, les femmes scolarisées pourraient mieux appréhender leur fécondité et éviter des grossesses non-désirées grâce à leurs connaissances des différentes méthodes de contrôle des naissances. Il va sans dire que des politiques efficaces de santé publiques en matière de VIH sont aussi essentielles à la réalisation du dividende démographique avec un accès équitable à des bonnes structures de santé. La bonne gouvernance est aussi essentielle, par conséquent, le gouvernement devrait renforcer les structures de gouvernance économique et d'entreprise afin d'instaurer la confiance des investisseurs nationaux et étrangers.

A ces fins, le pays doit se concentrer sur l'accélération et l'amélioration des infrastructures scolaires, le renforcement de l'enseignement et de l'apprentissage en garantissant des ressources de qualité pour les élèves et les enseignants, sans oublier l'accès universel à des repas nutritifs journaliers pour les élèves dans les écoles. En parallèle, bien qu'il y ait plus de femmes qui ont achevé leurs études primaires et secondaires, il y a plus d'hommes que de femmes dans les établissements d'enseignement supérieur. Il est donc nécessaire de concentrer davantage les actions sur l'accès des femmes et de mettre en place des systèmes de soutien qui peuvent les encourager à poursuivre leurs études dans les universités, améliorant ainsi l'inégalité entre les sexes dans l'éducation. En outre, il est nécessaire d'encourager l'éducation des jeunes non-blancs, ce qui améliorerait leurs compétences pour avoir accès à de meilleurs emplois, étant donné que la plupart d'entre eux sont employés dans les secteurs informels, qui paient très peu. De plus ce sont eux les plus touchés par le chômage, et qui représentent la majorité de la population sud-africaine.

Il est nécessaire d'investir davantage dans les petites entreprises afin d'aider les femmes instruites à occuper une place et un rôle plus forts, ce qui leur permettrait de prendre soin financièrement d'elles-mêmes et de leur famille.

Un environnement politique favorable est nécessaire à la matérialisation du dividende démographique dans l'ensemble des provinces. Cela nécessiterait une certaine forme de flexibilité sur le marché de l'emploi qui permettrait des incitations expansionnistes. Cela doit être soutenu par des structures et des politiques macroéconomiques qui renforcent les investissements et les mécanismes d'épargne dans le secteur financier national. En outre, l'accès aux services de santé génésique doit être assuré en raison de ses externalités positives pour les ménages.

Avec un PIB qui s'est ralenti ces dernières années passant de + 4 % en 2010 à + 2 % en 2019, et à quasiment zéro depuis la crise du COVID-19 et un chômage généralisé des jeunes la réalisation du dividende démographique est compromise. Une telle situation augmente le risque de la montée du fondamentalisme religieux (Ogbonnaya, 2014). La persistance des grossesses non désirées (Stiegler et Appunni, 2013) et les migrations illégitimes (Kanayo, 2019) sont autant de freins au développement socioéconomique du pays, limitant mécaniquement la réalisation du dividende démographique.

En effet l'Afrique du Sud ne semble pas encore prête à récolter les fruits que lui offre la structure par âge de sa population. Trop d'inégalités subsistent, l'éducation des jeunes laisse encore à désirer, le taux de chômage et la pauvreté sont extrêmement élevés, ce qui n'offre pas un climat propice à un dividende démographique réussi. La situation est en effet telle que nous pouvons nous demander si le pays ne fera pas bientôt face à une population de jeunes désabusés et en souffrance socioéconomique, pour se transformer, à terme, en une véritable crise humaine ?

Références bibliographiques

- Bhorat, H. 2018. Demographic, Employment, and Wage, United Nations : United Nations University.
- Bloom, D., Canning, D., Graham, B. 2003. Longevity and life-cycle savings. *Scandinavian Journal of Economics*, 105(3), 319-338.
- Bloom, D., Canning, D., Jaypee S. 2003. The Demographic Dividend: A New Perspective on the Economic Consequences of Population Change. Santa Monica, CA: RAND Corporation. https://www.rand.org/pubs/monograph_reports/MR1274.htm
- Carl, A., 2018. World bank group.
[En ligne] : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28036>
- Cilliers, J., 2018. Getting to Africa's demographic dividend, Pretoria : Institute for Security Studies.
- Esther, 2013. *id the population experts*.
[En ligne] : <https://blog.id.com.au/2013/population/population-trends/my-shout-or-yours-a-closer-look-at-dependency-ratios-finished/>
- Fapohunda T, Masiagwala P, STIEGLER N, BOUCHARD JP, 2021. Intimate partner and domestic violence in South Africa. *Annales Medico-Psychologiques* ; Volume 179, Issue 7, 653-561, September 2021.
DOI : 10.1016/j.amp.2021.07.007
- Gribble, J., 2012. The challenge of attaining the demographic dividend, Washington DC : Population reference Bureau.

- JUMARE F, OGUIJIBA K, STIEGLER N, 2013. Health Sector Reforms in Developing Countries : Implications for Maternal and Child Health Care Policy in South Africa. *The Mediterranean Journal of Social Studies*, Vol. 6, July 2013.
- Kaysen, D., 2019. Prevalence of Alcohol Use and Factors Associated with Problem Drinking in Social Networks of People Living with HIV Infection, St. Petersburg : PMC.
- Leibbrandt, M., Woolard, I., Finn, A., Argent, J. 2010. Trends in South African Income Distribution and Poverty Since the Fall of Apartheid. OECD, Directorate for Employment, Labour and Social Affairs, OECD Social, Employment and Migration Working Papers.
- Lee R. 2010. The Demographic Transition : Three Centuries of Fundamental Change. *JOURNAL OF ECONOMIC PERSPECTIVES*, VOL. 17, NO. 4, FALL 2003, (pp. 167-190).
- Levinsohn, J. 2007. Two Policies to Alleviate Unemployment in South Africa. Available from : http://levinsohn.commons.yale.edu/files/2010/10/policies_sa.pdf
- Lutz, W. 2019. Education Trumps Age Structure in Terms of Providing a Demographic Dividend. United States of America : International Institute for Applied System Analysis.
- Mason, A. 1988. Saving, economic growth, and demographic change. *Population and Development Review*, 14(1), 113-144
- Murtin, F., 2013. *OECD*. [En ligne] <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/5k452klfn9ls-en.pdf?expires=-1588163949&id=id&accname=guest&checksum=BBA109362D87A50B68BBFB396A486FBA>
- MATATIELE M, STIEGLER N, BOUCHARD J-P, 2021. Tri-infection : Tuberculosis, HIV, COVID-19 and the already strained South African health system. *Brain, Behavior, and Immunity*, 21 Jun 2021, DOI : 10.1016/j.bbi.2021.06.007
- National Planning Commission. Vision 2030. [Online] Available at: [National Development Plan \(nationalplanningcommission.org.za\)](http://nationalplanningcommission.org.za)
- Nkhumeleni M, Stiegler N, Ogujiuba K, 2022. Interaction of Unemployment, Socioeconomic Factors and Demographic Dividend in South Africa : Issues and Policy Options. *International Journal of Economics and Financial Issues* 12 (5). 95-105. 2022. <https://doi.org/10.32479/ijefi.13388>
- OGBONNAYA U.M, OGUIJIBA K, STIEGLER N, 2014. Terrorism in Nigeria, Implications of Boko Haram Movement in the West Africa. *African Security Review*, March 2014. DOI 10.1080/10246029.2014.903378
- OGUIJIBA K, STIEGLER N, OMOJU O. 2012. Policy Variables and Economic Growth in South Africa : Understanding the Nexus. *Mediterranean Journal of Social Sciences, Special Édition*, Vol. 3 No 11, November 2012.
- Ogujiuba K, Anjofui P, Stiegler N. 2019. Push and Pull Factors of International Migration : Evidence from Migrants in South Africa. *Journal of African Union Studies* volume VIII (2), August ; pp.219-250, 2019. DOI : <https://doi.org/10.31920/2050-4306/2019/8n2a12>
- Ojoniyi O, Ogujiuba K, Anjofui P, Stiegler N, 2022. Susceptibility of Nigerian adolescents to pregnancy and use of modern contraceptives. *African Journal of Reproductive Health ;* volume XXVI(2), 106-117, February 2022. DOI : 10.29063/ajrh2022/v26i2.10
- SALDRU, 2017. south african history online. [Online]
[En ligne] : <https://www.sahistory.org.za/archive/education-chief-faces-who-blame-storm-20-june-1976>
- Stamarski, C. S., Son Hing, L. S. 2015. Gender Inequalities in the Workplace : The Effects of Organizational Structures, Processes, Practices, and Decision Makers' Sexism. *Frontiers in Psychology*, 6, Article 1400. <https://doi.org/10.3389/fpsyg.2015.01400>

StatisticsSA, 2017. Whither a Demographic Dividend South Africa. In : *The Overton Window of Political Possibilities*. Pretoria : Statistics South Africa, p. 13.

Statistics South Africa, 2017. Quarterly Labour Force Survey 2017. Pretoria : Statistics South Africa.

StatisticSouthAfrica, 2018. *Stats SA*.

[En ligne] : <http://www.StatisticsSA.gov.za/publications/P03093/P030932016.pdf>

STATISTICSSA, 2018. *statistical release*.

[En ligne] : <http://cs2016.StatisticsSA.gov.za/>

STATISTICSSA, 2018. *Statistical Release*.

[En ligne] : <https://www.StatisticsSA.gov.za/publications/P0302/P03022018.pdf>

STATISTICSSA, 2019. *Quarterly Labour Force Survey*, Pretoria : statistics South Africa.

StatisticsSA, 2019. *youth graduate unemployment rate*, Pretoria : Statistics South Africa.

StatisticsSA, 2020. *Macrotrends*.

[En ligne] : <https://www.macrotrends.net/countries/ZAF/south-africa/fertility-rate>

STIEGLER N, APPUNNI S. 2013. A Comparative Analysis of Contraceptive Use in Africa : Evidence from DHS, *Journal of Asian and African Studies*, October 2013. ISSN 00219096

UNAIDS, 2019. *ARVET*.

[En ligne] : <https://www.avert.org/professionals/hiv-around-world/sub-saharan-africa/south-africa>

Wegner, L., 2017. *PMC*.

[En ligne] : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6168088/citedby/>